

Crises ?

ÉDITIONS PARENTHÈSES

/ — Crises ? / ISBN 978-2-86364-340-2

www.editionsparentheses.com

Crise et jugement

Le terme de crise s'origine dans un double registre. Il réfère, d'une part, à la phase critique d'une maladie, qui conduit à la guérison ou à l'aggravation, voire à la mort, crise exemplaire. Il réfère, d'autre part, à l'acte et l'office du jugement, qui libère ou condamne.

Se joue, dans ces deux acceptions, la possibilité même d'une alternative, condition nécessaire à toute liberté réelle.

« Crise » se meut donc ainsi entre vie et mort, entre innocence et condamnation. Et c'est dans toutes les disciplines de la pensée que cette position de crise, voire cette posture, est, justement, cruciale.

Cet ouvrage rend compte d'une saison de conférences tenues à Marseille, en 2009-2010, sous ce titre même de *Crises*. Elle a réuni de bons et beaux esprits, dont le très regretté Robert Castel.

Robert était devenu une sorte d'ami. De ces amis qu'on aime mais dont on n'ose se proclamer l'ami, par respect et admiration. Et aussi par quelque pudeur, pour autant qu'il

était lui-même un très grand intellectuel fort pudique, et qui m'aurait désavoué de le traiter de « grand », en fronçant fortement les sourcils, ses fameux sourcils horizontaux.

À la lecture de ces conférences, il devient vraiment clair que ce statut de crise est distribué dans de nombreux domaines et disciplines, si ce n'est tous. Et les penseurs convoqués ici témoignent par leur diversité même, mais aussi par une inquiétude précise et commune de leurs propos, que cette crise dans la pensée est parallèle et contemporaine des autres crises, dans l'économie, dans la vie sociale, dans la vie des concepts et des idéologies.

Nous ne savons pas encore si la crise contemporaine sera guérison ou aggravation, libération ou condamnation. Tout ce que nous croyons pouvoir reconnaître est qu'elle se situe effectivement à ce niveau de profondeur et de crucialité.

Ici sont donc convoqués histoire et temps ; science et prise du monde ; organisation, « civilité » de l'univers juridique de nos sociétés ; crise, évidente, de l'urbanisation, voire de l'urbanisme ; transversalité philosophique de cet état, cette posture, de crise. Mais aussi, la crise, majeure aujourd'hui, du monde social, irrésolue.

Sont évoquées aussi deux disciplines à la logique « floue », et sources d'une épistémologie forte en doute. L'économie et la biologie. Les questions économiques sont ici mises

en cause, en crise, par la réflexion maintenant approfondie, précise, sur les démarches de « décroissance ». Quant à la biologie, en définitive le socle même de notre existence personnelle et collective, elle est aussi inquiétée par l'émergence de l'homme « posthumain », une humanité nouvelle et ambiguë qui aurait condamné notre humanité à nous, qui n'aurait pas survécu à ses crises.

En fait, ce volume et les discussions dont il rend compte tendent à armer leurs lecteurs pour agir et juger dans les crises contemporaines, peser, autant que possible, dans leurs évolutions.

SPYROS THÉODOROU

CRISES ?

CRISE DU TEMPS, CRISE DANS LE TEMPS : C'EST SUR LE CONCEPT DE « crise » que je proposerai ici quelques réflexions. Je commencerai par partir du tout proche avant d'aller plus loin pour interroger le concept de crise et son histoire — non pas dans un souci généalogique mais en vue de cerner ce que ses premières formulations ont permis de dire et de saisir d'une situation donnée. Quelles réponses a-t-il permis d'apporter ? À quelles questions, posées comment et en vue de quoi ?

Il s'agit moins pour moi de prétendre « penser » la crise. Au mot « crise », Google répond aujourd'hui par 4280 000 occurrences. En ajouter une de plus ne me paraît pas indispensable ! Je voudrais seulement attirer l'attention sur ce que le concept de crise a permis de penser au cours des siècles. Dès l'instant que je nomme « crise » un phénomène, quels effets cela a-t-il sur sa perception, sur la manière d'y faire face et sur les formes d'action qu'il suscite ? (En retour, les réponses à la crise sont également des façons d'en circonscrire le concept.)

Pour commencer, un bref rappel du plus récent suffira. Qu'a-t-on entendu et que n'a-t-on pas entendu depuis 2008 ? D'autres mots sont venus faire cortège à celui de « crise » : récession, dépression mais aussi mutation (plus ou moins profonde), voire changement d'époque. « Plus rien ne sera comme avant », ont vivement proclamé les uns, « ça va repartir » (sous-entendu comme avant) ont proclamé les autres — ou parfois les mêmes. Des frémissements de reprise sont signalés ici et là, mais la récession est encore bien présente : le chômage doit encore augmenter et les seuls plans en perspective sont des plans sociaux.

On nous a rebattu les oreilles avec le mauvais capitalisme financier que l'on opposait au bon capitalisme industriel des managers d'autrefois ou de naguère. Mais, depuis que les historiens se sont penchés sur l'histoire du capitalisme, ils ont reconnu avant tout sa plasticité. S'il y a une certaine unité du capitalisme depuis l'Italie du XIII^e siècle jusqu'à l'Occident d'aujourd'hui, c'est là qu'il faut la situer en première instance, concluait Fernand Braudel : dans sa plasticité à toute épreuve, sa capacité de transformation et d'adaptation. Pour lui, qui distinguait l'économie de marché et le capitalisme, ce dernier va toujours là où il y a le plus de profits à faire. Il représente la zone du haut profit, flottant sur la double épaisseur sous-jacente de la vie matérielle et de l'économie cohérente de marché.

Considérant l'histoire du capitalisme depuis le Moyen Âge, l'historien belge Henri Pirenne était frappé par la régularité véritablement étonnante des phases de liberté économique et de réglementation. Quant à Marc Bloch, il ajoutait dans une conférence en 1937 que, depuis la levée des dettes dans l'Athènes de Solon au VI^e siècle avant notre ère, le progrès économique consistait en une suite de banqueroutes.

Nous constatons aujourd'hui, une fois surmontée dans l'urgence la crise financière, une extrême difficulté à voir au-delà. Le thème dominant est celui de la reprise, l'idée est de « reprendre comme avant », là où l'on en était resté. Cette extrême difficulté à voir au-delà est directement liée à notre incapacité collective à échapper au « court-termisme » — terme boursier — ou à ce que j'appelle le « présentisme », c'est-à-dire la domination d'un présent omniprésent qui est à lui-même son seul horizon.

D'OÙ VIENT LE CONCEPT DE CRISE ?

L'historien que je suis se propose de pratiquer une forme de « regard éloigné », dont Claude Lévi-Strauss a fait le propre de l'ethnologue¹, afin, au terme de l'exercice, de mieux percevoir le proche. L'histoire des concepts nous en fournira l'occasion.

¹ LÉVI-STRAUSS, Claude, *Le Regard éloigné*, Paris, Plon, 1983.

En grec, *krisis* renvoie au verbe « juger ». La crise est d'abord l'expression d'un jugement. Dans *L'Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert, qui nous transporte dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, l'article « crise » a été rédigé — ce qui ne manque pas d'intérêt — par Bordeu, médecin à Montpellier. On y lit : « Gallien nous apprend que ce mot “crise” est un terme du barreau que les médecins ont adopté, qui signifie à proprement parler “un jugement”. Hippocrate, qui a souvent employé cette expression, lui donne, quant à lui, plusieurs significations. Il dit d'abord que “toute sorte d'excrétion est une crise”, désignant ainsi l'accouchement aussi bien que la sortie d'un os d'une plaie. Il appelle également “crise” [et la définition est intéressante à retenir] “tout changement qui arrive à une maladie”. Il y a ainsi crise dans une maladie lorsqu'elle augmente ou diminue considérablement, lorsqu'elle dégénère en une autre maladie ou qu'elle cesse entièrement. » Gallien ajoute, pour son propre compte, que « la crise est un accès extraordinaire qui termine la maladie “d'une façon ou d'une autre”. Par la guérison ou la mort. »

Pour mieux baliser notre champ, ouvrons encore deux dictionnaires. Le *Dictionnaire universel* de Furetière (édition de 1795) insiste dans l'article « Crise, sens médical » sur l'aspect décisif, extraordinaire de la crise qui « se tourne à la santé ou à la mort ». Deux exemples suivent, destinés à illustrer le « sens figuré » : « Cette intrigue est dans sa crise, nous en verrons bientôt le dénouement », où l'on garde l'idée du moment décisif, le dénouement d'une intrigue ; quand un procès est déclaré « dans sa crise », il faut comprendre que l'on est tout proche du moment où le jugement va être rendu.

Près d'un siècle plus tard, le *Grand Larousse du XIX^e siècle* nous livre en 1866/1877 un premier sens médical, pathologique, qui reprend en partie l'article de *L'Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert. Il propose également le sens figuré de « situation d'incertitude », puis développe un troisième sens — qui n'existait jusqu'alors dans aucun des dictionnaires évoqués —, avec un développement sur les crises commerciales. Se référant à l'ouvrage de Clément Juglar sur les crises, qui compare la

France, l'Angleterre et les États-Unis au cours du XIX^e siècle, l'article les présente comme de véritables « maladies » précédées de « symptômes ». Il y a désormais trois registres de la crise, qui sont des extensions du sens premier médical.

Tournons-nous, un instant encore, vers la Grèce ancienne. Dans le vocabulaire médical hippocratique, « crise » désigne, en effet, un passage. Il y a crise dans les maladies quand elles augmentent, s'affaiblissent, se transforment en une autre maladie ou se terminent. Pour Hippocrate, comme le notait Bordeu, il y a différentes sortes de crises. Ce n'est pas seulement la crise terminale, qui prend fin par la mort ou la guérison, c'est le passage d'un état à un autre.

Que fait le médecin ? Face à la crise, il guette, observe les signes annonciateurs et, surtout, s'efforce d'en déterminer la périodicité, le rythme, afin de faire le décompte des jours critiques. Il y a les tenants du chiffre sept, ceux du chiffre quatre, ceux qui s'en tiennent aux jours pairs ou aux jours impairs ; des arithmologies folles se sont développées, différant selon les écoles médicales. Mais l'important reste que, par une suite d'observations, le médecin s'efforce de trouver un ordre, de mettre de l'ordre dans ce qui de prime abord semble erratique. Pour le médecin hippocratique, penser la crise c'est trouver les bons chiffres, c'est l'insérer dans un comput, bref la « chronologiser ». De cette opération découle son intelligibilité. Sous le désordre, l'œil du médecin sait percevoir un ordre à partir duquel il établit un pronostic et décide d'un traitement. La crise est ainsi saisie, pensée par son inscription dans le temps ; le temps n'est pas lui-même un acteur de la crise, il est simplement ce qui donne des repères, des chiffres : un nombre de jours.

À côté de la médecine hippocratique, qui fait appel au concept de crise pour tenter de circonscrire et d'appréhender l'imprévu de la maladie, quels autres usages en ont faits les Grecs ? Et pour désigner quelles situations « critiques » — qu'il s'agisse de la vie des individus ou des cités ? J'évoquerai rapidement deux registres.

De la physique des crises aux crises de la physique

SAVOIRS À L'ŒUVRE

Jean-Marc Lévy-Leblond

JE VOUDRAIS DÉVELOPPER ICI DEUX TYPES D'ARGUMENTS. À PARTIR d'exemples tirés de la physique, je réfléchirai d'une part à la notion de crise, à ce qu'est ou n'est pas une crise, et évoquerai d'autre part ce qui me semble, pour le coup, être une véritable crise : celle de la physique contemporaine et, plus généralement, de la science d'aujourd'hui.

QUE PEUT DIRE DES CRISES LA PHYSIQUE ?

Y a-t-il en physique des phénomènes que l'on pourrait considérer comme des crises ? Prenons le mot « crise » dans un sens très simple, très général : une modification brutale, qualitative, d'un certain système — ce qui advient par exemple quand on fait bouillir de l'eau et qu'elle passe de l'état liquide à l'état gazeux. C'est un changement radical, ce que les physiciens appellent de manière générale un *changement d'état*. La physique a fait de grands progrès dans ce domaine au cours des dernières décennies. Elle a ainsi réussi à traiter avec des méthodes fort sophistiquées des changements d'état très divers, concernant non seulement les états usuels de la matière, mais aussi des états inhabituels, ainsi que les propriétés magnétiques des matériaux, et d'autres encore. Mais laissons de côté ces avancées pour leur préférer des exemples élémentaires qui nous serviront, non pas de modèles pour comprendre la notion générale de crise, mais plutôt de contre-modèles, de contre-exemples, pour montrer 1/ à quel point, même dans des situations physiques simples, la notion de crise pose déjà des problèmes complexes et 2/ combien le mot est riche d'une ambiguïté qu'il faut sans doute lui laisser, mais dont

il faut être conscient avant de parler trop vite de *crise* dans le monde où nous vivons.

Le pendule — Le premier phénomène que je voudrais discuter est bien plus simple que les changements d'état de la matière. C'est l'exemple d'un système qui ne connaît pas de crise, mais où une observation mal interprétée pourrait laisser croire le contraire. Il s'agit du pendule simple : une masse suspendue au bout d'une tige, que l'on fait osciller autour d'un point fixe. Aucune crise ici. S'il n'y a pas de frottement ou au moins tant qu'il est négligeable, le pendule oscille régulièrement autour de sa position d'équilibre, à la verticale, sans que rien de notable ne se passe ; son comportement ne change pas.

Supposez maintenant que vous observiez ce système à un instant aléatoire. Avez-vous plus de chances de voir ce pendule proche de sa position d'équilibre, ou, au contraire, éloigné d'elle ? Quand le pendule arrive à l'extrémité de sa trajectoire, à son plus grand écart avec la verticale, il ralentit puis s'arrête avant de repartir dans l'autre sens. C'est donc sur les espaces extrêmes qu'il va le moins vite, qu'il passe le plus de temps, et c'est à l'inverse quand il passe à la verticale, à la position d'équilibre, qu'il va le plus vite, qu'il passe le moins de temps. Conclusion : si vous observez le pendule au hasard, par exemple en prenant des photos à des instants quelconques, la plupart d'entre elles vous montreront l'objet loin de sa position d'équilibre. Si vous ne disposez que de ces observations factuelles, vous en déduirez probablement qu'il s'agit d'un système tout à fait hors d'équilibre, qui va entrer en crise. Mais si vous l'observez mieux, dans la continuité, vous constaterez que son mouvement est parfaitement régulier.

Ce n'est donc pas parce que vous observez, fût-ce souvent, un système éloigné de ses conditions de stabilité, qu'il est pour autant sur le point de connaître une crise. Il se peut très bien que vous ayez simplement affaire à des oscillations relativement régulières qui conduisent le système à être le plus souvent écarté de sa position d'équilibre. Dans le cas du pendule, il est aisé de donner une évaluation quantitative de ce phénomène : si

l'on divise la trajectoire du pendule en quatre parties égales, on a deux chances sur trois de le trouver dans les deux parties extrêmes contre une seule dans les deux parties centrales. Cet exemple élémentaire, qui ne demande pas de physique sophistiquée, permet déjà de réfléchir au rapport entre équilibre et déséquilibre, et à ce qu'il implique quant à l'éventualité d'une crise.

Mais il y a mieux. Considérons maintenant le pendule inversé, lorsque la masse se situe au-dessus du point de suspension. Si la tige est parfaitement verticale, le système est à l'équilibre. Mais le moindre écart le fera évidemment tomber d'un côté ou de l'autre. L'équilibre est fragile, quasiment irréalisable — on parle d'équilibre « métastable ». La crise est toujours imminente et pratiquement impossible à éviter. Pourtant, rien de plus facile que de stabiliser le système si l'on peut faire bouger son point d'attache, fort peu, en fonction de la direction tendancielle de chute. Le pendule n'effectue plus alors que de faibles oscillations autour de la verticale. Chacun en a fait ou peut en faire l'expérience en portant du bout du doigt un balai tête en l'air ; de menus mouvements de la main suffisent à empêcher la chute et à conserver au manche une direction à peu près verticale. On a là un phénomène de stabilisation par rétroaction : le moindre écart à l'équilibre engendre une correction qui y ramène le système. Cet asservissement rend stable une situation *a priori* métastable. Encore faut-il que la rétroaction soit contrôlée, car si elle est trop forte, elle provoquera une amplification des corrections qui fera chuter le système. Nombre de situations bien plus complexes, en économie ou en politique, où l'on pourrait s'attendre à une crise imminente, sont ainsi stabilisées par des mécanismes de rétroaction, souvent mal compris — et du coup mal contrôlés, ce qui limite leur efficacité, ou pire, inverse leur effet, les conduisant à précipiter la crise.

L'ébullition — Voici maintenant un autre exemple, plus intéressant encore, tiré de la physique des changements d'état : le phénomène simple, connu empiriquement de chacun, qu'est l'ébullition de l'eau. Prenez donc une casserole d'eau à température ambiante et munissez-vous d'un

thermomètre pour en contrôler la température. Posez-la sur votre cuisinière et allumez le gaz : la température de l'eau s'élève jusqu'à 100 °C puis se stabilise. Le thermomètre s'arrête de grimper ; en revanche, des bulles apparaissent, l'eau se met à bouillir, le liquide se transforme en vapeur et ce changement d'état va durer jusqu'à évaporation complète de l'eau. Si l'on opère dans un récipient fermé, la température de l'eau, désormais sous forme gazeuse, recommencera alors à grimper. C'est un modèle très simple mais auquel le terme de crise peut s'appliquer : un changement d'état qualitatif, avec une nette transition entre deux formes radicalement différentes, l'eau liquide et l'eau gazeuse.

Au XIX^e siècle, quand les physiciens ont commencé à se pencher sérieusement sur les changements d'état, notamment la vaporisation et l'ébullition, ils se sont rendu compte que l'ébullition de l'eau ne se produisait à une température de 100 °C qu'au niveau de la mer, à la pression atmosphérique dite « normale ». Lorsque l'on monte en altitude, la température d'ébullition de l'eau baisse en même temps que la pression atmosphérique. À 2 000 mètres d'altitude, elle est ainsi de 90 °C. C'est pourquoi, comme tous les randonneurs le savent, il est beaucoup plus difficile de faire cuire un œuf dur ou des pâtes en montagne.

Pourquoi la température d'ébullition d'un liquide dépend-elle de la pression ? Plus la pression est forte, plus les molécules du gaz ambiant viennent frapper énergiquement la surface du liquide, et plus il est difficile aux molécules du liquide de s'échapper, pour le transformer en vapeur. En utilisant des récipients cylindriques fermés, munis d'un piston pour ajuster la pression, on peut étudier la variation de la température d'ébullition. On constate que, à des pressions supérieures à une atmosphère, l'eau bout à plus de 100 °C, et que la température d'ébullition monte au fur et à mesure que l'on fait l'expérience à des pressions plus élevées.

Mais survient alors une grande surprise : l'expérience menée à des pressions d'environ 250 atmosphères — ce qui n'a été réalisable qu'au XIX^e siècle — ne montre plus aucune ébullition ! Il n'y a plus de

phénomène brutal avec arrêt de la température et changement d'état qualitatif. L'eau chauffe, sa densité diminue ; le milieu passe d'un état liquide relativement dense à un fluide beaucoup moins dense, sans transition brutale. C'est très surprenant. La pression exacte à partir de laquelle il n'y a plus d'ébullition se situe à 221 atmosphères ; la température d'ébullition qui a beaucoup grimpé avec la pression est alors égale à 374 °C. C'est ce que l'on appelle le « point critique », assez curieusement puisqu'il indique en fait la disparition du stade de crise.

Imaginons maintenant la situation suivante : nous partons d'un liquide à 20 °C sous une pression d'une atmosphère pour le faire passer, toujours sous une atmosphère, à une température de 500 °C. Le liquide bout lorsque la température atteint 100 °C, et se transforme en vapeur d'eau — il y a une transition brutale, une situation de crise —, puis la vapeur devient ensuite de plus en plus chaude. Augmentons alors la pression jusqu'à, mettons, 300 atmosphères. Maintenant, passons du même état initial au même état final en commençant par laisser la température constante (à 20 °C degrés), et en augmentant la pression de une à 300 atmosphères, avant d'amener le fluide à 500 °C. Il n'y a alors pas d'ébullition pendant le processus. Du même état initial au même état final, la transition s'est faite dans la première procédure avec une discontinuité brutale, une crise, et dans la seconde procédure sans changement qualitatif, sans crise. L'idée d'une différence de nature absolue entre les liquides et les gaz se révèle ainsi fallacieuse. On peut passer de l'état que nous appelons *liquide* à l'état que nous appelons *gazeux* sans connaître de discontinuité. L'existence d'un moment critique entre deux états dépend donc du chemin utilisé pour passer de l'un à l'autre. Le passage d'un même état initial à un même état final peut aussi bien se faire de façon brutale que de façon douce et continue.

Il n'est pas nécessaire de faire appel à la physique pour rencontrer de telles situations. Si, par exemple, pour monter à la Sainte-Victoire, vous abordez la montagne directement par le sud, vous vous trouvez devant une véritable falaise, une discontinuité en hauteur brusque qu'il vous

JE N'INTERVIENS PAS ICI EN TANT QUE SPÉCIALISTE, JE NE SAIS d'ailleurs pas ce que cela veut dire : « spécialiste de la crise » ; je m'interroge seulement sur la nature de la crise que nous vivons depuis septembre 2008 surtout comme une crise du crédit lié au logement et comme une crise bancaire, dont les répercussions sociales et financières sont encore mal perçues. Cette crise est donc principalement abordée du point de vue économique, mais sommes-nous condamnés à une lecture économique de l'actualité soumise au rythme du Cac 40 ? à une lecture pour laquelle la société va de phases d'excitation en phases de dépression, de bulles en bulles ? Pourtant, si c'est bien ainsi qu'à l'instar de tant d'autres la société française se perçoit — ce que le sociologue Alain Ehrenberg rappelle dans *La Fatigue d'être soi*¹ —, ces hauts et ces bas ne relèvent pas de la seule sphère financière et de son caractère dit « toxique ».

Avons-nous affaire à une bulle parmi d'autres ou à une vaste crise de civilisation ? Cette crise, si difficile à interpréter car on s'empresse d'affirmer que l'on va en sortir, est-elle l'une de ces « crises à répétition » ou sommes-nous confrontés à LA grande crise de l'Occident ? Je pense pour ma part comme Jean-Pierre Dupuy, que nous ne sommes pas encore entrés dans cette crise dont nous voulons sortir. Cet événement qui n'est pas réductible à l'actualité, si douloureuse soit-elle, perturbe, trouble et oblige à réviser notre relation au monde ; il demande une autre lecture que celle des experts spécialisés. Il nous faut donc revenir à une réflexion généraliste en tenant compte de la multiplicité des facteurs et rappeler que ces interrogations ne prennent tout leur sens qu'en lien avec la démocratie. Nous avons cru en effet en 1989, moment de la chute du

mur de Berlin, que l'économie de marché pouvait favoriser l'avènement de la démocratie. Aujourd'hui, l'évolution du capitalisme dans le monde ne va pas nécessairement dans ce sens.

Après 2001, la lutte des États contre le terrorisme commence à entamer des convictions fondatrices de nos démocraties ; la crise de 2008 montre, elle, que l'illimitation des échanges et des flux se retourne également contre l'égalité démocratique dès lors que la rente foncière et immobilière pèse sur les parcours individuels aux quatre coins de la planète. La crise des *subprimes* est d'abord une crise de la confiance : quand un revendeur vend des crédits à une personne insolvable en sachant pertinemment qu'elle ne les remboursera pas, il touche au ressort même de l'échange économique qui est celui de la confiance, du *trust*. Le mot « spéculation » renvoie aussi à la confiance, au don, autant de termes qui avaient autrefois un sens théologique ou philosophique et qui ont été technicisés par le droit et par l'économie.

Il nous faut par ailleurs éviter d'avoir une vision trop homogène de la crise, car elle n'est pas vécue partout de la même manière : c'est une crise française, européenne. Au Canada, personne ne parle de crise ; l'emploi y est au beau fixe et rien d'autre qu'une petite crise bancaire à Vancouver ne s'y est produit. De même, le sentiment de la crise peut être vécu différemment à Marseille et à Nantes. Si chacun a sa manière d'appréhender la chose, la crise de 2008 a fait découvrir la mondialisation qui s'affirme définitivement comme une réalité crue. Même si les États-nations restent solides, leur interdépendance et la globalisation des problèmes (notamment sur le terrain de l'écologie) deviennent incontestables, et les sceptiques sont forcés de constater au moins l'interdépendance bancaire qui a produit la bulle financière. Conséquence de la révolution technologique et de la virtualisation, les flux matériels et immatériels (échanges économiques, informations, transports, images, réseaux virtuels, etc.) sont devenus plus forts que les États et les lieux.

Il n'y a pas de crise des *subprimes* sans révolution numérique : il a fallu que les ordinateurs imaginent tous les

¹ EHRENBURG, Alain,
La Fatigue d'être soi,
Dépression et Société, Paris,
Odile Jacob, 1998.

scénarios possibles pour arriver à cette situation, à cette idée totalement délirante que des risques peuvent être pris sans risques.

S'ORIENTER AUTREMENT !

2008 est donc un constat, en tout cas pour ceux qui n'y croyaient pas encore, que la mondialisation n'est pas une fiction et qu'elle s'accompagne d'une désorientation sur les plans historique et géographique. « Qu'est-ce que s'orienter dans la pensée² ? », se demandait Kant. Aujourd'hui, nous sommes désorientés dans le temps et l'espace, et cette crise qui déborde la seule appréhension économique est profonde. Alors qu'il y a quelque temps encore, des historiens refusaient l'idée d'une mondialisation contemporaine, nous vivons un moment historique qui est celui de la troisième mondialisation. La première fut celle des Grandes Découvertes, où l'Ancien Monde se projetait, en se déplaçant dans l'espace, vers le Nouveau Monde ; la deuxième, celle de la révolution industrielle dont nous ne finissons pas de sortir et dont les émergents (la Chine d'abord) continuent d'assumer le projet — car l'industrialisation du monde n'a pas disparu du fait du recul de l'Occident industriel. Et nous sommes désormais entrés dans l'ère de la révolution numérique qui est venue perturber notre rapport au temps et à l'espace. Il nous faut donc comprendre l'ampleur de ces mutations, en saisir la nature afin de savoir comment agir et avoir prise sur notre monde.

Qu'est-ce qui fait valeur ? Qu'est-ce qui ne fait plus valeur ? Et qu'avons-nous en commun ? Ces questions surgissent depuis 2008 à tout propos (la nature, les liens sociaux, etc.) avec, autour, celles de l'illimitation (les flux en tous genres) et de la limite (la rareté de la Terre qui est notre bien commun). Nous n'en finissons pas, en effet, d'être pris dans des processus qui poussent à l'illimitation (et pas uniquement bancaire), tout en reconnaissant que nos limites (la rareté dans toutes ses dimensions) sont plus fortes que jamais. Alors que certains équilibres sont à retrouver, les débats ne portent pas suffisamment sur les conditions d'une

² KANT, Emmanuel, *Qu'est-ce que s'orienter dans la pensée ?* [1960], J. Vrin, coll. « Textes et commentaires », 2001.

évaluation juste afin de hiérarchiser nos valeurs, le problème étant que ce sont toujours les valeurs économiques qui viennent s'imposer — et qui, paradoxe, sont celles-là mêmes qui nous ont conduits à l'échec.

Comment évaluer ? Quelle capacité avons-nous d'appréhender le réel dans le monde d'aujourd'hui ? J'observe un « desserrement » toujours croissant de notre rapport au réel : nous vivons dans un trop-plein d'informations, d'images, de messages, d'interprétations. Ce phénomène nous conduit à nous égarer dans une infinité de possibles. Alors qu'autrefois, pour un penseur classique, les possibles gravitaient autour du réel, le possible l'emporte désormais par rapport au réel. Aujourd'hui, c'est le « petit réel » qui gravite autour des possibles : chaque jour, de nouvelles vies virtuelles s'élaborent sur Internet. Ce qui ne va pas sans perturber la pratique du journalisme : comment appréhender le réel quand il peut être transformé à tout instant ? Quand tous les possibles sont possibles ?

Le philosophe Jean-Toussaint Desanti³ disait que le problème du virtuel réside dans le déchaînement des possibles qu'il rend possible. Nous avons l'impression de perdre le fil du monde et, en même temps, nous pouvons jouir comme jamais auparavant de tous les mondes possibles qui s'inventent en permanence et auxquels nous pouvons croire. Un nombre infini de possibles est à notre disposition, qu'il suffit de saisir ; mais cela vient perturber le rapport du réel et du possible. Le réel était la limite qui marquait une limite à l'illimitation ; aujourd'hui, le déchaînement des possibles fait qu'aucun scénario ne rencontre de limites, qu'il soit ludique, financier ou autre. A contrario, ce desserrement de notre rapport au réel tient aussi à un excès d'informations livrées « brutes », sans interprétation, sans cadrage, sans montage. Le trop-plein

de possibles vient alors dévaloriser le réel proche qui ne présente plus d'intérêt. On l'aura saisi : s'il y a un trop-plein de possibles, notre vision est, elle, de plus en plus restrictive et soumise à la seule logique marchande.

³ DESANTI, Jean-Toussaint, *Les Idéalités mathématiques*, Paris, Seuil, 1968 ; *La Philosophie silencieuse*, Paris, Seuil, 1975 ; *Réflexions sur le temps*, Paris, Grasset, 1992 ; avec DESANTI, Dominique et DROIT, Roger-Pol, *La liberté nous aime encore* [2001], Paris, Odile Jacob, 2004.

Les auteurs

Jean-Michel Besnier

Jean-Michel Besnier enseigne la philosophie à l'Université Paris IV-Sorbonne. Depuis 1989, il appartient au Centre de recherche en épistémologie appliquée (CREA), laboratoire du CNRS et de l'École polytechnique axé sur les sciences cognitives. Il est actuellement membre du Comité scientifique de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, du Comité d'experts scientifiques de l'ANVIE (Association nationale pour la valorisation interdisciplinaire de la recherche en sciences de l'homme et de la société auprès des entreprises), du COMEPRA (Comité d'éthique et de précaution de l'Inra) et du CSRT (Conseil supérieur de la recherche et de la technologie).

Spécialiste des nouvelles technologies, il s'intéresse aux impacts philosophiques et sociologiques des sciences et technologies cognitives, en cherchant à articuler les enjeux scientifiques et métaphysiques qui font de l'intelligence artificielle une discipline en prise sur notre temps. Ses réflexions portent également sur les enjeux philosophiques des biotechnologies végétales et médicales.

- L'Homme simplifié, Le Syndrome de la touche étoile* (dir. de Charles Pépin), Fayard, 2012.
Demain les posthumains : le futur a-t-il encore besoin de nous ? [2009], Pluriel, 2012.
Les Théories de la connaissance [1996], Puf, coll. « Que sais-je ? » (2^e éd.), 2011.
La Croisée des sciences, Questions d'un philosophe, Seuil, coll. « Science ouverte », 2006.
L'irrationnel nous menace-t-il ?, Nantes, Pleins Feux, 2006.
Peut-on encore croire dans le progrès ? (avec Dominique Bourg), Puf, 2000.
Réflexions sur la sagesse, Le Pommier-Fayard, 1999.
Éloge de l'irrespect et autres récits sur Georges Bataille, Descartes & Cie, 1998.
Tocqueville et la démocratie, Égalité et Liberté, Hatier, 1995.
L'Humanisme déchiré, Descartes & Cie, 1993.
La Politique de l'impossible, L'Intellectuel entre révolte et engagement, La Découverte, coll. « Armillaire », 1988.

Jean-Michel Besnier est intervenu le 4 février 2010 dans le cadre du cycle de conférences « Crises ».

Robert Castel (décédé le 12 mars 2013)

Fondateur avec Pierre Bourdieu et Michel Foucault du département de sociologie de l'Université de Vincennes (Paris-VIII), Robert Castel était directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales. Il a dirigé le Centre d'étude des mouvements sociaux (EHESS-CNRS) jusqu'en 1999.

La pensée de Robert Castel a marqué la sociologie française des trente dernières années. Après avoir soumis l'ordre psychiatrique à une interrogation radicale, il a travaillé sur la question sociale qui, avec la crise de l'État-providence, se pose aujourd'hui de manière aiguë. Sociologue de la marginalité, ses réflexions critiques ont contribué de façon essentielle à la compréhension de l'État social comme des mécanismes de l'exclusion, cernant l'histoire et les raisons d'une structure collective qui protège autant qu'elle expose, qui organise autant qu'elle désagrège. Dans ses derniers travaux, il faisait le constat du passage à ce qu'il nommait le « nouveau régime du capitalisme », caractérisé par une précarité grandissante. La qualité et la profondeur de son interrogation, sa probité intellectuelle sont internationalement reconnues.

La Gestion des risques, De l'antipsychiatrie à l'après-psychanalyse [1984] (nouv. préface de l'auteur), Minuit, coll. « Le sens commun », 2011.

La Montée des incertitudes, Travail, protections, statut de l'individu, Seuil, coll. « La couleur des idées », 2009.

La Discrimination négative, Citoyens ou Indigènes ?, Seuil/La République des idées, 2007.
Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi, Entretiens sur la construction de l'individu moderne (avec Claudine Haroche) [2001], Hachette, 2005.

L'Insécurité sociale, Qu'est-ce qu'être protégé ?, Seuil/La République des idées, 2003.

Les Métamorphoses de la question sociale, Une chronique du salariat [1995], Gallimard, 2000.

Le RMI, une dette sociale (avec J.- Fr. Laé), L'Harmattan, 1991.

Le Psychanalisme, L'Ordre psychanalytique et le Pouvoir [1973], Flammarion, 1981.

La Société psychiatrique avancée, Le Modèle américain (avec F. Castel et A. Lovell), Grasset, 1979.

L'Ordre psychiatrique, L'Âge d'or de l'aliénisme, Minuit, coll. « Le sens commun », 1978.

Robert Castel est intervenu le 3 juin 2010 dans le cadre du cycle de conférences « Crises ».

François Hartog

Historien de la Grèce antique et historiographe, François Hartog s'attache à privilégier une approche anthropologique de l'Histoire. Ce disciple de Jean-Pierre Vernant renouvelle ainsi la lecture des traditions qui ont fait notre culture. Ses travaux sur les formes historiques de temporalisation ont largement contribué à la formation

et à la diffusion du concept de « régime d'historicité » selon lequel chaque société a une manière propre d'articuler les trois temporalités du passé, du présent et du futur.

François Hartog est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales où il occupe la chaire d'historiographie ancienne et moderne. Il est membre du Centre Louis-Gernet de recherches comparées sur les sociétés anciennes et membre associé du Centre de recherche historique (CRH).

Régimes d'historicité, Présentisme et Expériences du temps [2003], Points, 2012.

Anciens, modernes, sauvages [2005], Seuil, coll. « Points », 2008.

Vidal-Naquet, historien en personne, L'Homme-mémoire et le Moment-mémoire, La Découverte, 2007.

Évidence de l'histoire, Ce que voient les historiens [2005], Gallimard, coll. « Folio », 2007.

Le Miroir d'Hérodote, Essai sur la représentation de l'Autre [1980] (nouv. éd. rev. et augm.), Gallimard, 2001.

Les Usages politiques du passé (avec Jacques Revel), EHESS, 2001.

Le XIX^e siècle et l'Histoire, Le Cas Fustel de Coulanges [1988], Seuil, coll. « Points », 2001.

Mémoire d'Ulysse, Récits sur la frontière en Grèce ancienne, Gallimard, « NRF Essais », 1996.

François Hartog est intervenu le 10 décembre 2009 dans le cadre du cycle de conférences « Crises ».

Serge Latouche

Serge Latouche est professeur émérite de sciences économiques à l'Université Paris-XI. Contributeur « historique » de la *Revue du MAUSS* (Mouvement antiutilitariste dans les sciences sociales), il compte également parmi les fondateurs d'*Entropia*, revue d'étude théorique et politique de la décroissance.

Défenseur très actif de la perspective de la décroissance soutenable, Serge Latouche a développé une théorie très critique envers l'économisme et contre l'utilitarisme dans les sciences sociales. Pour Serge Latouche, la notion de développement, y compris de développement « durable », est une fraude.

Chroniques d'un objet de croissance, Sang de la terre-Médial, 2012.

Vers une société d'abondance frugale, Contresens et controverses sur la décroissance, Mille et Une Nuits, 2011.

Le Temps de la décroissance (avec Didier Harpagès), Thierry Magnier, coll. « Troisième culture », 2010.

Pour sortir de la société de consommation, Voix et voies de la décroissance, LLL, Les Liens qui libèrent, 2010.

Le Pari de la décroissance [2006], Fayard, 2010.

Entre mondialisation et décroissance, l'autre Afrique (préface de Gilles Luquet), Lyon, À plus d'un titre, coll. « La ligne d'horizon », 2008.

Petit traité de la décroissance sereine, Mille et Une Nuits, 2007.

- L'Invention de l'économie*, Albin Michel, 2005.
Décoloniser l'imaginaire, La Pensée créative contre l'économie de l'absurde, Parangon, 2005.
L'Occidentalisation du monde, Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire [1989], La Découverte, 2005.
Survivre au développement, De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative, Mille et Une Nuits, 2004.
Justice sans limites, Le Défi de l'éthique dans une économie mondialisée, Fayard, 2003.
La Dérision de la raison économique, Du délire d'efficacité au principe de précaution, Albin Michel, 2001.
La Planète uniforme, Climats, coll. « Sisyphes », 2000.
Les Dangers du marché planétaire, Presses de Sciences po, 1998.

Serge Latouche est intervenu le 25 mars 2010 dans le cadre du cycle de conférences « Crises ».

Jean-Marc Lévy-Leblond

Physicien et épistémologue, Jean-Marc Lévy-Leblond est professeur émérite à l'Université de Nice Sophia-Antipolis et a été directeur de programme au Collège international de philosophie. Directeur du secteur scientifique des éditions du Seuil depuis 1972, il a fondé et dirigé la revue *Alliage (culture, science, technique)*.

Outre ses travaux de recherche sur la physique théorique et mathématique, il consacre une part importante de ses activités à l'histoire et à la philosophie des sciences ainsi qu'au développement de la culture scientifique. Il est à ce titre l'un des acteurs majeurs du rapprochement des deux cultures, scientifique-mathématique et littéraire-humaniste, dont la rupture pèse lourdement sur les mentalités modernes.

- La science n'est pas l'art, Brèves rencontres*, Hermann, 2010.
À quoi sert la science ? Petite conférence sur la science, Bayard, 2008.
Quantique, Rudiments (avec Françoise Balibar) [1984], Dunod, 2007.
De la matière, Relativiste, quantique, interactive, Seuil, 2006.
La Vitesse de l'ombre, Aux limites de la science, Seuil, 2006.
La Science en mal de culture, Futuribles, 2004.
Impatiences [2000], Seuil, 2003.
La Pierre de touche, La Science à l'épreuve, Gallimard, 1996.
Aux contraires, L'Exercice de la pensée et la Pratique de la science, Gallimard, 1996.
L'Esprit de sel, Science, culture, politique [1981], Seuil, 1996.
Mettre la science en culture, Anais, 1986.

Jean-Marc Lévy-Leblond est intervenu le 4 mars 2010 dans le cadre du cycle de conférences « Crises ».

Olivier Mongin

Olivier Mongin est philosophe et essayiste. Il dirige depuis 1989 la revue *Esprit*, qui joue un rôle considérable dans la vie intellectuelle française et européenne. Observateur reconnu du social et du politique contemporains et penseur critique des totalitarismes comme des nouveaux risques démocratiques, chacun de ses ouvrages se place au cœur des débats actuels.

- Sarkozy, Corps et âme d'un président* (avec Georges Vigarello), Perrin, 2008.
La Condition urbaine, La Ville à l'heure de la mondialisation [2005], Seuil, 2007.
De quoi rions-nous ? Notre société et ses comiques, Hachette, coll. « Pluriel », 2007.
De quoi rire ? (dessins de Lionel Koechlin), Giboulées-Gallimard Jeunesse, coll. « Chouette ! Penser », 2007.
L'Artiste et le Politique, Éloge de la scène dans la société des écrans (entretien avec Philippe Petit), Textuel, coll. « Conversation pour demain », 2004.
Éclats de rire, Variations sur le corps comique, Seuil, coll. « La couleur des idées », 2002.
Face au scepticisme, Les Mutations du paysage intellectuel, 1976-1998, Hachette Littératures, coll. « Pluriel », 1998.
L'Après-1989, Les Nouveaux Langages du politique, Hachette Littératures, coll. « Forum », 1998.
Essai sur les passions démocratiques, La Peur du vide, t. 1, Seuil, 1991, et *La Violence des images, t. 2*, Seuil, 1997.
La Violence des images ou Comment s'en débarrasser ?, Seuil, 1997.
Vers la troisième ville ?, Hachette, coll. « Questions de société », 1995.
Buŝter Keaton, L'Étoile filante, Hachette, coll. « Coup double », 1995.
Paul Ricœur, Seuil, coll. « Les contemporains », 1994.

Olivier Mongin est intervenu le 22 avril 2010 dans le cadre du cycle de conférences « Crises ».

Thierry Paquot

Philosophe et essayiste, Thierry Paquot enseigne à l'Institut d'urbanisme de Paris (Université Paris XII/Val-de-Marne). Membre de l'Académie nationale des arts de la rue (Anar), éditeur de la revue *Urbanisme* de 1994 à 2012, il appartient aux comités de rédaction des revues *Esprit*, *Hermès*, *Prospero* et de la *Revue du MAUSS*. Il est par ailleurs producteur sur France Culture.

Analyste attentif du monde urbain et observateur précis de ses évolutions contemporaines, heureuses ou affligeantes, Thierry Paquot participe activement aux débats concernant la ville, l'urbanisme et l'architecture. Puisant au cœur des réalités multiples de l'urbain, sa pensée critique invite à repenser la ville non comme lieu de résidence mais comme lieu d'habitation.

- Espace et lieu dans la pensée occidentale, De Platon à Nietzsche* (dir.), La Découverte, 2012.
L'Ami livre, Confidences d'un bouquinomane, Vichy, Librairie La Brèche éd., 2011.

- L'urbanisme c'est notre affaire*, Nantes, L'Atalante, coll. « Comme un accordéon », 2010.
Les Faiseurs de villes, 1850-1950 (dir.) [2004], Infolio, 2010.
L'Espace public, La Découverte, coll. « Repères (Maspero) », 2009.
Gbetos de riches, Tour du monde des enclaves résidentielles (dir.), Perrin, 2009.
Le Territoire des philosophes, Lieu et espace dans la pensée au XX^e siècle (dir.), La Découverte, coll. « Armillaire », 2009.
La Folie des hauteurs, Pourquoi s'obstiner à construire des tours ?, Bourin, 2008.
L'Art de la sieste [1998], Zulma, coll. « Grain d'orage », 2008.
Habiter, le propre de l'humain, Villes, territoire et philosophie (dir.), La Découverte, 2007.
Utopies et Utopistes, La Découverte, coll. « Repères (Maspero) », 2007.
Petit manifeste pour une écologie existentielle, Bourin, 2007.
Éloge du luxe, De l'utilité de l'inutile [2005], Marabout, 2007.
Terre urbaine, Cinq défis pour le devenir urbain de la planète, La Découverte, 2006.
Des corps urbains, Sensibilités entre béton et bitume, Autrement, 2006.
L'Inde, côté villes, L'Harmattan, coll. « Carnets de ville », 2005.
Demeure terrestre, Enquête vagabonde sur l'habiter, Éditions de l'Imprimeur, coll. « Tranches de villes », 2005.
Le Toit, Seuil du cosmos, Alternatives, 2003.
Le Quotidien urbain, Essais sur les temps des villes (dir.), La Découverte, 2001.
La Ville et l'Urbain, L'État des savoirs (dir.), La Découverte, 2000.
L'Utopie ou L'Idéal piégé, Hatier, coll. « Optiques », 1996.
Homo urbanus, Essai sur l'urbanisation du monde et des mœurs, Le Félin, 1990.
Les Passions Le Corbusier (dir.), Éditions de La Villette, 1989.

Thierry Paquot est intervenu le 11 mars 2010 dans le cadre du cycle de conférences « Crises ».

Michel Troper

Michel Troper compte parmi les plus grands spécialistes français d'histoire constitutionnelle. Ses travaux sur l'épistémologie juridique et sa « théorie réaliste de l'interprétation » lui valent une réputation et une autorité internationales. S'appuyant sur une conception positiviste du droit, Michel Troper considère que l'interprète d'un texte est le véritable auteur de la norme.

Professeur émérite en droit public à l'Université Paris X-Nanterre, membre honoraire de l'Institut universitaire de France, Michel Troper a fondé et présidé la Société française de philosophie politique et juridique (SFPJ). La revue *Droits* lui a consacré son numéro de juin 2003.

- Le Droit et la Nécessité*, Puf, coll. « Léviathan », 2011.
Droit constitutionnel (avec Francis Hamon) (32^e éd.), LGDJ, coll. « Manuels », 2011.
Comment décident les juges, La Constitution, les collectivités locales et l'éducation (dir.), Economica, 2008.
La Philosophie du droit [2002], Puf, coll. « Que sais-je ? », 2008.
Terminer la Révolution, La Constitution de 1795, Fayard, 2006.

Théorie des contraintes juridiques (dir.), LGDJ, 2005.

La Théorie du droit, le droit, l'État, Puf, coll. « Léviathan », 2001.

Pour une théorie juridique de l'État, Puf, 1994.

Le Positivisme juridique (dir.), LGDJ, coll. « La pensée juridique moderne », 1993.

Michel Troper est intervenu le 21 janvier 2010 dans le cadre du cycle de conférences « Crises ».

Table

CRISE DU TEMPS, CRISE DANS LE TEMPS FRANÇOIS HARTOG	11
DE LA PHYSIQUE DES CRISES AUX CRISES DE LA PHYSIQUE JEAN-MARC LÉVY-LEBLOND	29
SUR LA PRÉTENDUE CRISE DE L'ÉTAT MICHEL TROPER	49
VILLES EN CRISE, CRISE DES BANLIEUES, CRISE DE L'URBAIN. DE QUELLE CRISE S'AGIT-IL ? THIERRY PAQUOT	65
CE N'ÉTAIT PAS UNE CRISE DE PLUS OLIVIER MONGIN	87
TRANSFORMATIONS SOCIALES ET TRANSFORMATIONS DE LA RÉFLEXION SUR LE SOCIAL ROBERT CASTEL	99
LA DÉCROISSANCE EST-ELLE UNE SOLUTION À LA CRISE ? SERGE LATOUCHE	111
FAUT-IL AVOIR PEUR DU POSTHUMAIN ? JEAN-MICHEL BESNIER	127

SAVOIRS À L'ŒUVRE

La complexité du monde contemporain paraît souvent oppressante. Elle est parfois amplifiée par ceux-là mêmes qui prétendent l'éclairer et contraint chacun à une incessante lutte pour préserver l'autonomie de sa raison, de sa critique et de son jugement.

C'est afin de développer cette autonomie que nous proposons au public des rendez-vous réguliers à Marseille depuis le printemps 2000, dont cette collection rend compte. Il s'agit de « saisons » constituées de conférences thématiques, de rencontres avec les créateurs des idées d'aujourd'hui en philosophie, dans les sciences de l'homme et de la société, dans les sciences de la nature ; avec ceux qui mettent ces « savoirs à l'œuvre ». C'est donc autant pour la transmission de leurs savoirs que pour interroger l'interaction, discrète ou évidente, entre ces savoirs et la société dans son ensemble qu'ont été invités les conférenciers, explorateurs érudits et minutieux des mondes intellectuel, social ou physique.

L'accès de tous aux savoirs permet l'indépendance de la pensée et la liberté du discernement ; idée profondément démocratique. Partager les connaissances, en démocratiser l'abord, c'est garder et peut-être conférer enfin aux savoirs un statut d'objet de délibération publique au cœur de l'espace collectif. Tout notre environnement nous y conduit : les flux exponentiels d'information et l'immense besoin social de maîtrise et de compréhension de leurs contenus ; l'importance grandissante souvent voilée, parfois masquée, du complexe technoscientifique ; le maintien, voire l'aggravation, de ruptures économiques massives entre le Nord et le Sud comme à l'intérieur même du monde dit développé.

Nous sommes tous inventeurs autant qu'héritiers d'une pratique rigoureuse de la délibération civique. Il s'agit en effet d'un enjeu majeur pour une société qui prétend à l'égalité : que les siens puissent en grand nombre devenir effectivement des citoyens éclairés et le rester. Maintenir ouverte cette possibilité est un objectif, personnel et collectif, exigeant.